

Syrie : intervenir ou pas ?¹

Depuis près d'un an et demi, le régime syrien fait face à une guerre interne, conséquence de la répression brutale par le pouvoir des manifestations réclamant la démocratisation du pays. Sans remonter aux temps antiques et aux différentes occupations de la région par la France et l'Angleterre après la première guerre mondiale, rappelons que c'est en 1970 que Hafez el-Assad prenait le pouvoir par la force, mettant fin à une suite de dictatures militaires. De ce fait, son parti Baas contrôlait sans trop se soucier des droits de l'homme tous les rouages de la vie politique syrienne. En 2000, Bachar prenait les commandes après le décès de son père.

Depuis le début de 2011, des protestations populaires ont, comme dans d'autres Etats arabes, contesté le régime et ses méthodes. Des révoltes rudement réprimées puisque l'on parle de plus de 20 000 morts tombés sous les balles des troupes loyales à Bachar et-Assad – et des insurgés - et de milliers de prisonniers, souvent torturés. D'autres ont fui le pays. Notons que cette situation a poussé une partie des forces armées à la sécession et à rejoindre le camp des opposants.

Peu avare de condamnations orales, la « communauté internationale », elle, n'est toujours pas parvenue à s'accorder sur les mesures à prendre pour mettre un terme au drame. Un exemple : après la tuerie à Houla le 25 mai, le conseil de sécurité de l'ONU a certes condamné à l'unanimité le massacre. Les principaux pays occidentaux ont accusé les milices pro-gouvernementales et expulsé les ambassadeurs syriens. Mais la Chine et la Russie, celle-ci au nom du principe de non-ingérence, ont une position bien plus réservée. Ainsi, début juillet au Conseil de sécurité, les deux pays ont opposé leur droit de veto à un projet de résolution demandant des sanctions contre la Syrie, un texte présenté par la Grande-Bretagne et soutenu par les États-Unis, la France, l'Allemagne et d'autres. Moscou et Pékin arguaient que ce type de texte pourrait ouvrir la voie à une intervention militaire. Ils disaient s'en tenir au plan de Kofi Annan, l'ancien dirigeant de l'Organisation des Nations Unies et émissaire de l'Organisation des Nations unies et de la Ligue arabe sur la crise en Syrie. Annan prônait notamment la mise en place d'un gouvernement de transition à la suite de négociations entre le régime syrien et l'opposition.

Les « bons » et les « méchants »

Auparavant déjà, l'ambassadeur français Gérard Araud avait accusé le Conseil de sécurité d'être « moralement responsable des souffrances du peuple syrien ». « Ce sont les autorités syriennes qui sont responsables, qui ont ordonné aux soldats de torturer et de tuer », a lancé le diplomate, qui n'a pas mâché ses mots contre la Chine et la Russie: « Le silence du Conseil de sécurité est un scandale. Il est scandaleux que le Conseil, du fait de l'opposition de certains membres, n'ait pas pu agir pour exercer une pression sur les autorités syriennes. » « Le Royaume-Uni est consterné », avait déclaré l'ambassadeur britannique Mark Lyall Grant. Mais pour Moscou, il n'est pas question d'accepter un texte visant à « ouvrir la voie » à une implication militaire de l'extérieur dans les affaires intérieures de la Syrie ». En retour, Washington s'efforce de rejeter toute la responsabilité de la poursuite du conflit sur la Russie et la Chine (celles-ci devraient « payer le prix » de leur soutien à Assad, a déclaré la secrétaire américaine, Mme Clinton. Quant aux Républicains, comme le faucon John McCain, l'ancien candidat à la présidence des States, ils ne cessent de plaider pour des frappes aériennes). Mais Annan s'était étonné qu'on ne parle pas des pays... notamment occidentaux pourvoyeurs d'armes.

Au total, sur le plan international, il y aurait donc deux camps opposés. Les « bons », les défenseurs des droits de l'homme, le camp occidental (en clair les membres de l'Otan) et leurs affidés arabes. Et les « méchants », soit en gros, la Russie, la Chine et l'Iran, qui privilégieraient leurs intérêts aux dépens du peuple syrien. L'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU a annoncé que Washington voulait désormais travailler « en dehors » du Conseil de sécurité pour faire pression sur Damas. L'Union européenne se prépare de son côté à renforcer ses sanctions à l'encontre de la Syrie et son embargo sur les armes en autorisant les inspections de navires et avions soupçonnés de le violer.

¹ Par **Maurice Magis**, chargé de la communication à l'ACJJ – août 2012.

De son côté, l'ambassadeur russe à l'ONU, Vitali Tchourkine, a réaffirmé que la dernière résolution présentée par les Occidentaux risquait de préparer une intervention armée en Syrie. Une affirmation contestée par les Occidentaux qui ont rappelé que le texte brandissait seulement la menace de sanctions économiques si les forces syriennes ne cessaient pas d'utiliser leurs armes lourdes contre l'opposition. L'ambassadeur chinois Li Baodong a accusé Européens et Américains d'avoir voulu forcer la main à Pékin par une « démarche rigide et arrogante » et de vouloir « faire pression sur un des camps seulement ».

Kofi Annan jette l'éponge

Mais Washington et ses alliés sont également inquiets pour d'autres raisons que la situation militaro-politique au Liban. Ainsi constate-t-on la présence de plus en plus nombreuse de djihadistes de Syrie pour combattre le régime « hérétique » alaouite au pouvoir. Des ultra-islamistes, des « fous d'Allah », venus des quatre coins du monde musulman, officiellement rejetés par l'Armée syrienne libre (ASL), mais qui prétendent apporter leur expérience acquise en Irak à l'ASL. Ils disent craindre aussi que les armes chimiques syriennes tombent au bout du compte dans les mains des djihadistes. Et, là encore, accusent les Russes et les Chinois d'avoir offert de telles armes à la Syrie. Les Etats-Unis accusent aussi l'Iran d'attiser le feu dans la région. L'internationalisation du dossier est évidente.

Dans cet imbroglio géopolitique, la démission de Kofi Annan, émissaire conjoint des Nations unies et de la Ligue arabe, a compliqué plus encore les choses. Dans un entretien publié par *le Monde*, Annan, alors encore en poste, soulignait que si « la Russie a de l'influence », lui-même n'est pas certain « que les événements seront déterminés par la Russie seule ». Il disait également que « l'Iran est un acteur. Il devrait faire partie de la solution. Il a de l'influence et nous ne pouvons pas l'ignorer ». Il ajoutait : « Ce qui me frappe, c'est qu'autant de commentaires sont faits sur la Russie (...) et que, surtout, peu de choses sont dites à propos des autres pays qui envoient des armes, de l'argent et pèsent sur la situation sur le terrain. » De cela, les pays occidentaux et leurs alliés ne parlent jamais.

Mais Kofi Annan a décidé de quitter son poste de médiateur le 31 août, signe de l'impasse actuelle. Lors d'une conférence de presse, M. Annan a dit ne pas avoir « reçu tous les soutiens que la cause méritait ». Ses propositions sont restées lettres mortes. « Il y a des divisions au sein de la communauté internationale. Tout cela a compliqué mes devoirs, a-t-il souligné. La militarisation croissante sur le terrain et le manque d'unanimité au Conseil de sécurité ont fondamentalement changé mon rôle ». Il a indiqué ne pas exclure que son successeur ait « plus de chance » et de « réussite », mais que la « transition » signifie que Bachar Al-Assad doit « tôt ou tard » partir.

« Une aventure meurtrière »

Le 7 juillet déjà, Kofi Annan s'interrogeait sur son rôle et ses chances de réussite : « Des efforts importants ont été déployés pour essayer de résoudre cette situation de manière pacifique et politique. A l'évidence, nous n'avons pas réussi. Et peut-être n'y a-t-il aucune garantie que nous allons réussir. Mais avons-nous étudié des alternatives ? Avons-nous mis les autres options sur la table ? J'ai dit cela au Conseil de sécurité de l'ONU, ajoutant que cette mission n'était pas indéfinie dans le temps, comme mon propre rôle ». Qui est prêt à prendre le relais ? Constatons encore que le déploiement de 300 observateurs sur le territoire syrien pour tenter de mettre un terme aux combats n'a pas eu plus de succès. La mission avait d'ailleurs été réduite à 150 hommes seulement. Ils avaient dû renoncer à la mi-juin à patrouiller sur le terrain en raison de l'intensification des combats.

Comme Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a déploré le fait que « les divisions persistantes au sein du Conseil de sécurité sont devenues un obstacle à la diplomatie, rendant le travail de tout médiateur beaucoup plus difficile ».

Comme l'a dénoncé le Parti communiste Wallonie-Bruxelles (PCWB), « la guerre civile qui se déchaîne en Syrie risque d'embraser toute la région dans une aventure meurtrière dont les conséquences seront catastrophiques sur les plans humain, écologique et économique. Car il apparaît de plus en plus clairement qu'à l'aspiration bien légitime de la population à la démocratie face à un régime autocratique se substituent des intérêts politiques, religieux et géostratégiques bien éloignés de cette aspiration. »